



NOUVEAU PROJET AU
MONDE DES POSSIBLES:
NEW START! (P.2)

SANS EMPLOI ET SANS-PA-
PIERS: CONVERGENCE DES
LUTTES (P.4)

BURKINA FASO: UN PAYS SI
LOIN ET SI PROCHE (P.5)

LE JOURNAL DES POSSIBLES

**N#001
NOVEMBRE 2015**

ASBL LE MONDE DES POSSIBLES
97 RUE DES CHAMPS
4020 LIÈGE
04/232.02.92
JOURNALDESPOSSIBLES.ORG



INFO AGENDA

25/11: EXPOSITION
D'AFFICHES POLITIQUES
RÉALISÉES PAR LES STA-
GIAIRES DU MONDE DES
POSSIBLES DANS LE
CADRE DE LA JOURNÉE
POUR L'ÉLIMINATION DE LA
VIOLENCE À L'ÉGARD DES
FEMMES

**Lutte
contre les
violences
faites aux
femmes**

DU 18 AU 23/12: RENCONTRE
À BRUXELLES AUTOUR DU
DESSIN SATIRIQUE, PROJET
INTERLANGUES



PLUS D'INFOS:
KEVINCOCCO@GMAIL.COM

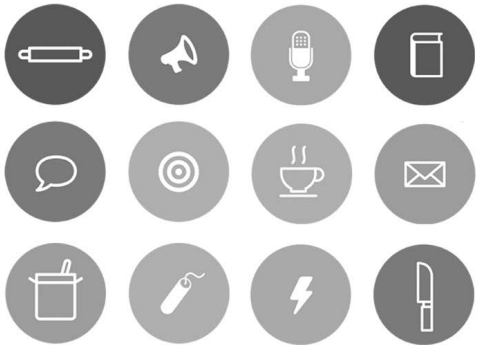
ÉDITO

Un journal des possibles ? Pour qui ? Ce feuillet mensuel à une vocation première ; informer les 150 personnes par semaine (69 nationalités) qui côtoient l'association des ateliers, projets, actions ponctuelles qui s'y déroulent et les concernent au quotidien. Mais pas uniquement. Ce feuillet pourrait aussi être l'occasion d'exprimer en français ou dans d'autres langues pratiquées, des opinions, réflexions, témoignages des participant-e-s aux projets de l'ASBL mais aussi pourquoi pas des membres des diasporas de Liège qui souhaitent informer, diffuser des actions, projets, initiatives en lien avec les valeurs que nous partageons. L'écrit pourra aussi être critique ; quelle personne qui passe au Monde des Possibles n'est pas impactée par les politiques socioéconomiques du gouvernement actuel, quelle personne n'a pas un ami, un membre de sa famille proche ou éloignée touché par la politique d'asile actuelle en Belgique ou en Europe ? Ce journal des possibles est une occasion parmi d'autres pour exprimer un avis qui sera porté et promu par les communautés qui se rassemblent au Monde des Possibles, un moyen parmi d'autres de contribuer à un rapport de force en faveur de nos droits fondamentaux.



LE PROJET DU MOIS: NEW START

Ce mois-ci dans la rubrique « un mois, une formation », nous irons à la découverte de NEW START. Qu'est-ce que new START ? A quel public s'adresse-t-il ?



NEW START

atelier de femmes



New START est une formation financée par le Fonds Européen Daphné qui s'adresse aux femmes migrantes victimes de violences (physiques ou administratives). Travailler avec les participantes les moyens de repérer et de combattre les violences faites aux femmes migrantes, est un des objectifs que se fixe ce projet. Parti pour durer toute l'année scolaire, New Start se déroule en trois cycles indépendants dont le premier va de septembre à décembre 2015. Les deux autres cycles se dérouleront de janvier à avril et de avril à juin 2016. Un colloque de présentation des résultats du projet se tiendra en mai 2016 en coopération avec le CRIPEL. Elisa Leonard, formatrice-anthropologue au Monde des Possibles travaille en coopération avec Chiara Giacometti, Régine Decoster et Charlotte Poisson à l'émergence d'un savoir/pouvoir en partant des situations de violences administratives, socioéconomiques, physiques dont les femmes migrantes sont l'objet. La formation New Start, qui est dans sa phase pilote a pour objectif aussi la promo-

tion de l'égalité homme-femme, et fait appel à des intervenants externes pour plus d'informations sur les sujets traités (violence administrative, socio-économique, développement d'un savoir-faire et bien d'autres sujets d'intérêt pour les participantes). Une transversalité est opérée avec la formation DAZIBAO qui est réservée aux personnes demandeuse d'asile venant des centres ouverts de la Croix-Rouge. La transversalité vise à la création d'un projet commun d'affiches revendicatives des droits fondamentaux par la technique de la sérigraphie. Les différents modules décrits sur notre site internet <http://possibles.domainepublic.net/?portfolio=new-start> travaillent l'empowerment des femmes migrantes conçu comme une meilleure connaissance des droits et un développement de leur capacité d'autonomisation par rapport à des conditionnements sociétaux et familiaux. New START bénéficie aussi de l'expertise de Régine (assistante sociale de formation) qui avec toute son expérience accom-

pagne les participantes vers un développement en les positionnant comme actrices de leur propre développement. Elle conduit la thématique citoyenne dont l'objectif est une meilleure connaissance des droits en matière de santé, logement et même travail. L'Interprétariat social n'est pas en reste dans cette formation et tient une place de choix. Son but est de permettre aux participantes au sortir de la formation d'être en mesure d'honorer une situation professionnelle d'interprétariat pour une association, un hôpital ou tout autre structure psychosociale dont les participantes auront été formées à son champ lexical. Beaucoup de participantes qui sont en apprentissage du français parlent déjà une autre langue communément appelée langue d'origine comme le Farsi, l'Albanais, l'Arabe. C'est le multilinguisme qui est promu également dans le projet New Start. En attendant de vous amener à la découverte d'autres projets à l'intérieur de l'asbl nous souhaitons bon vent à toute l'équipe de New start.

CENT MILLE PERSONNES POUR UNE MEILLEURE RÉPARTITION DES RICHESSES, CONTRE LES MESURES D'AUSTÉRITÉ

Un résumé de notre participation à la manifestation nationale du 7 octobre 2015 à Bruxelles .

Un an de gouvernement Michel. Que retenir de ces douze mois ou l'exécutif Belge avec à sa tête une coalition MR-N-VA a dirigé de main de fer des reformes qui touchent l'ensemble des travailleurs de la Belgique ? On peut retenir que depuis son arrivée au pouvoir, Charles Michel et son allié N-VA n'ont pas perdu du temps. Ce gouvernement a adopté des lois qui précarisent les populations et rend presque insoutenable le coût de la vie. La suppression du revenu d'insertion à un certain nombre d'étudiants, le relèvement de l'âge de la pension à soixante-sept ans, une suppression du saut d'index, la suppression du complément d'ancienneté, les coupes au niveau des allocations d'insertion, les coupes rigou-





reuses dans les secteurs publics et les pensions sont autant de mesures à mettre à l'actif du gouvernement Michel qui selon un grand nombre d'habitants en Belgique n'en finit plus de diviser. Ces divisions ont fini par colorer Bruxelles en rouge, vert et bleu en ce matin du 7 octobre 2015. Les différents syndicats du pays qui regroupent en leur sein les travailleurs, ont jugé qu'il fallait montrer son mécontentement face à ces mesures et rappeler le gouvernement à l'ordre. C'est donc en front commun que les centrales syndicales ont décidé d'un commun accord d'une manifestation nationale. En ce matin d'automne, la population était à un rendez-vous porteur d'espoir. Cent mille personnes selon les organisateurs ont répondu présentes à l'appel syndical.

Travailleurs sans-emploi, sans-papiers, pensionnés, tous étaient sortis pour dire haut et fort « trop c'est trop ». Le monde des possibles n'est pas resté en marge de cette mobilisation. Asbl qui travaille dans le champ de la culture, elle compte en son sein un grand nombre de personnes issues de l'immigration. S'il est vrai que les populations sont touchées par les mesures impopulaires du gouvernement Michel, les personnes immigrées ne sont pas épargnées ; elles sont de plus en plus stigmatisées, discriminées et le racisme a gagné du terrain. C'est donc en toute légitimité que les stagiaires de l'asbl, accompagnés de leurs formateurs et de quelques bénévoles ont tenu à être représentés dans cette manifestation nationale. Une quarantaine de stagiaires

et formateurs issus de l'Asbl ont donc rejoint les rangs des grévistes en ce matin du 7 octobre 2015. Leur parcours qui a débuté devant les portes de l'association les a d'abord conduit à la FGTE à la place St Paul à Liège où les attendaient d'autres participants travailleurs sans-emploi et travailleurs sans-papiers. C'est donc tous ensemble, à bord de deux autobus affrétés pour la manifestation que les personnes se sont rendues à Bruxelles. Elles se sont jointes à la grande masse de manifestants et ont scandé tout au long du trajet des slogans hostiles au gouvernement, elles ont dénoncé les politiques d'austérité, d'exclusion, de criminalisation ; elles ont revendiqué le droit à une vie digne, à une répartition équitable du fruit de la croissance.

Eux, citoyens, travailleurs de Belgique ont dénoncé toutes les exclusions :

- Exclusion d'un logement,
- Exclusion du travail,
- Exclusion du territoire,
- Exclusion de la sécurité sociale,
- Exclusion des soins de santé,...

C'est aux environs de quinze heures que la foule qui s'était amassée autour des représentants syndicaux, des militants des droits de l'homme et des leaders politiques a commencé à se disperser avec une question à la bouche : à qui profitent ces exclusions ?

MOUNIA : SON VÉCU ET LA FORMATION New-START



«Originaire du Maroc, je suis en Belgique depuis bon nombre d'années. J'ai mis du temps avant de rencontrer le chemin de la formation et du Monde des Possibles». Mounia, octobre 2015, Liège. Mounia de son nom est sans-papier. Elle suit la formation New Start au sein de l'ASBL. «Avant j'ignorais beaucoup de choses. Maintenant je me sens plus sereine pour affronter la vie même si ma situation reste tout de même compliquée. Ce que nous apprenons dans New Start est très bénéfique pour nous et aussi pour notre entourage». Mounia, octobre 2015, Liège.

Des thématiques comme les droits des femmes, le logement, la santé ou encore le travail sont abordées pour une grande autonomisation des personnes. Les participantes de la formation ont aussi l'occasion de s'essayer à l'interprétariat. Chercher les voies et moyens pour une auto-socio-construction des savoirs et pouvoirs est une des missions allouées à New-Start. Bon vent à Mounia et à toute l'équipe de la formation New-Start.

LA CONVERGENCE DES LUTTES ENTRE TRAVAILLEURS SANS-EMPLOI ET TRAVAILLEURS SANS-PAPIERS

2015 est l'année de tous les changements. Le MR (mouvement réformateur), en coalition avec la N-VA forme un gouvernement pour conduire la Belgique. Le portefeuille de l'asile et migration revient à la N-VA avec à la manette THEO FRANCKEN.

La politique migratoire, qui n'était déjà pas au top sous le gouvernement précédent s'est durcie de manière considérable. On passe à une politique restrictive. Le taux de réussite pour les demandeurs d'asile chute (16%) tel un fruit trop mur. Les personnes déboutées de leur demande d'asile se retrouvent sans droit et exposées à toutes formes de dérives autoritaires : exploitation, arrestation arbitraire, enfermement et expulsion vers des pays en proie à toute forme d'insécurité. Au même moment les politiques se lancent dans une politique de division et de précarisation des populations : saut

d'index, retraite à 67 ans, exclusion du chômage pour certains et du revenu d'insertion pour d'autres, diminution du pouvoir d'achat des ménages. Les CPAS subissent des coupes budgétaires. Pour justifier le mal de la société, les sans-papiers sont un bouc émissaire parfait pour le gouvernement. Ils sont désignés comme des coupables dans la crise qui secoue le pays. Accusés de prendre le travail des Belges, de vol à l'étalage, etc. C'est face à toutes ces injustices que les mouvements de sans-papiers se formeront dans tout le pays (Liège, Bruxelles, Mons, la Louvière). Objectif affiché : lutter contre l'exclusion dont ils sont victimes et déconstruire les préjugés et les stéréotypes. La voix des sans-papiers de Liège est un de ces mouvements et lutte auprès des autres collectifs pour une reconnaissance et une prise en compte des personnes sans-papiers et pour une société plus juste. Dans un souci de communiquer

avec l'opinion publique et de rallier plus de personnes à sa cause, la VSP a entamé une occupation. Ce geste est une forme de lutte. Rester dans l'ombre ne permettra pas une visibilité des souffrances affligées à cette classe de la population. Aussi illégale soit-elle, cette démarche acquiert une grande adhésion de la population et permet de greffer la lutte des sans-papiers aux autres luttes sociales. Les Sans-papiers ont à ce jour fédéré autour d'eux une grande partie des précarisés et de tous ceux qui vivent aujourd'hui un déni de leurs droits. On peut ainsi voir les travailleurs avec ou sans emploi, les étudiants, les partis politiques de gauche radicale, les associations de défense des droits de l'homme, défiler fièrement aux côtés de ceux qu'ils nomment fièrement «nos frères d'armes». Toutes ces personnes se sentent unies pour la même cause: lutter contre le gouvernement et ses politiques néo-libérales.

L'organisation des sans-papiers dans les grandes villes de Belgique



MA LETTRE

Voilà que je me décide à t'écrire. J'aurais voulu te raconter tout ceci de vive voix, mais les conditions ne sont pas encore réunies pour qu'on puisse se voir. Te serrer dans mes bras pour respirer le doux parfum de ton corps, te regarder pour baisser les yeux, t'entendre pour accourir, tout cela me manque. Tu te souviens du jour où je suis parti. Aujourd'hui je me remémore encore tes paroles. Je les entends encore comme si c'était hier. Mais dix ans sont passés tu sais? Dix longues années remplies d'attente et d'espoir. Espoir de te revoir, espoir de pas être réveillé par une mauvaise nouvelle, espoir d'exister ici comme là-bas. Ici le pays est beau, le soleil n'existe presque pas, le froid est omniprésent, tout le monde est pressé et on vit à cent à l'heure. Cela n'a rien à voir avec toi où je me réveillais à l'heure où je voulais, où je jouais quand j'avais envie ou je me rendais chez le voisin quand cela me chantait. Ici le voisin ne connaît pas qui occupe le pallier du bas ni du haut. Tu veux que je te dise la vérité? Je regrette notre pays. Des fois j'ai envie de prendre mon sac et de courir vers toi sans jamais m'arrêter; mais comme je te l'ai dit auparavant les conditions pour qu'on se voie ne sont pas encore réunies. Ici ils ont fait beaucoup de divisions dans la population. Moi, je fais partie de ceux qu'ils ont nommé les sans-papiers. Je sais que tu ne comprends rien en ce mot, mais la vie en communauté n'a plus de place ici. Bien entendu suivant tes conseils, je travaille nuit et jour, du lundi au dimanche. Le fait d'être sans-papiers me prive de tout droit et m'empêche de vivre dans cette société. Je survis néanmoins, car s'il est vrai que c'est très dur ici, j'ai peur de revenir vers toi dans ces conditions. Et en plus je regarde l'actualité et on me rapporte toujours toutes les hor-



reurs dont tu es encore confronté. Je vois que tu te vides de tes enfants depuis Alep en passant par Damas, que tu te laisses toujours exploiter par ces gens sans scrupule qui te dévalisent et te prennent toutes tes matières premières, que tu ne protèges toujours pas les femmes

dans la ville de Bombay, bref que tu échanges tes richesses contre des armes. Si l'envie de revenir m'anime, elle s'essouffle quand je pense à tous ces maux auxquels tu es confronté. Je souffre ici c'est vrai, mais j'apprends aussi tu sais? il y a beaucoup de choses que tu pourrais éviter si tu observais à travers moi le mode de vie de ce peuple. Je sais que tu as envie de posséder cette grosse machine (voiture) pour remplacer ta vieille bicyclette; eh bien eux ils ont tout juste envie de s'en débarrasser. J'ai surpris des conversations où ils faisaient allusion de revenir au vélo, au transport en commun. Si tu m'écoutais tu ne prendrais pas la voiture, mais tu développerais directement ton chemin de fer. Imagine toi si tu reliais tes villes l'une à l'autre avec les chemins de fer. Bref j'ai tant de conseils à te donner mais entre tes envies et ma sagesse dictée

par la souffrance, quel choix feras tu? si aujourd'hui tu regrettes mon absence, tu peux néanmoins éviter les départs prochains de tes autres enfants. Il te suffira de prendre conscience de ton potentiel, de rester toi-même et d'en être fier, de collaborer dans le respect avec les autres nations, de t'afficher comme indépendant et non comme en subalterne comme c'est le cas aujourd'hui. Un autre secret que je te confie et que les autres ne te disent pas quand ils viennent te voir est que tu es beau et envié de l'extérieur. Tu es riche et non pauvre comme ils essayent de te faire passer. Reprends ta destinée en main.

BURKINA FASO: UN PAYS SI LOIN ET SI PROCHE

Jeunes d'Afrique, d'Europe et d'Asie : des mécanismes de paupérisation et des résistances populaires. Alors que l'actualité des médias européens se focalise aujourd'hui sur le Moyen Orient et la problématique dramatique des migrants, victimes de guerres aux enjeux essentiellement économiques et de partage de pouvoir, je voudrais m'arrêter quelque peu sur l'actualité de mon pays d'origine: Le Burkina Faso. Tenter de montrer que les mécanismes là-bas sont parallèles à ce que l'Europe vit aujourd'hui dans sa contestation d'une politique d'austérité imposée par une oligarchie au service d'une main peu visible mais omniprésente d'une coalition de la haute finance et des banques. Burkina Faso. 274200km², 18 000 000 millions d'habitants. Une économie qui repose sur l'agriculture et l'élevage sur des terres riches en matières premières, comme sur tout ce continent (zinc, uranium, pétrole, forêts, etc. etc.). Un peuple de travailleurs qui parmi tant d'autres prend conscience de son exploitation et de la distribution injuste des richesses produites par ses mains et sa terre. Un peuple

qui veut montrer sa détermination pour changer cette injustice et participer au mouvement mondial de lutte contre celle-ci. Mais revenons sur les derniers événements survenus dans ce petit pays. Ils nous concernent plus qu'en apparence. Une brève et incomplète analyse peut démontrer leur impact mondial autant que celui de son propre avenir, avec quelques enseignements à en tirer. Octobre 2014: le peuple burkinabé descend dans la rue, espérant mettre fin aux 27 années de règne sans partage du président Compaoré. Un soulèvement populaire qui peut intéresser une Europe dont les mouvements populaires tels ceux en Grèce, en Espagne mettent sur la place publique une contestation politique menée par une gauche radicale qui s'organise et obtient des succès. Une gauche radicale menée par Alexis Tsipras a pu obtenir la confiance du peuple Grecque pour dire « non » à une austérité à laquelle les Grecs n'y tiennent plus. Les discussions menées par ce gouvernement avec l'Europe a pu démontrer l'impuissance de nos gouvernements face au système capitaliste. Le 29 octobre 2014, une foule

nombreuse descendait dans la rue pour dire non au pouvoir à vie du président Compaoré et de son gouvernement. En deux jours de "grogne" publique dans les rues, le président s'enfuyait en Côte-d'Ivoire rendant vacant l'exercice du pouvoir. Un gouvernement de transition était mis en place pour conduire à des élections prévues le 11 octobre 2015. Ces événements sonnaient comme un réveil de la jeunesse africaine dans son ensemble. Nous savons tous, sans parfois oser le proclamer haut

et fort, combien le pouvoir dans cette partie du monde africain est détenu par des despotes et exploitants humains. Ceux-là qui par alliances et corruptions diverses tant nationales qu'internationales travaillent à s'assurer des pouvoirs à vie en bradant les richesses du continent à des multinationales et aux forces capitalistes. S'il est vrai que le continent est très riche, le fruit de la croissance en revanche ne profite qu'à une poignée de personnes et leurs familles. Dernièrement, un groupe de



Farmers in Burkina Faso, 2012. Photo: Tristan Armstrong, AusAID



militaires conduit par l'ex chef d'état-major à la présidence a repris le pouvoir et pris en otage le président de transition et son gouvernement. Le peuple de retour dans la rue mettra encore fin à cette imposture et rétablira les institutions de la république. Cette "révolution" du peuple burkinabé peut montrer une voie à suivre, non seulement au continent africain pour sortir de son sous-développement, mais aussi d'une manière bien plus large à toute une jeunesse mondiale aspirant à changer le mode capitaliste comme unique et incontournable modèle démocratique et économique. Mon soutien va en premier lieu à ceux qui dans mon pays et dans toute l'Afrique combattent pour plus de justice, mais aussi à tous ceux pour qui les gens sont avant tout des êtres humains et non des objets de marchandises via l'exploitation de leur travail sans lequel il n'y aurait ni progrès, ni richesse. Je pense notamment

aux luttes des peuples Syriens, Kurdes, aux souffrances des femmes violées en Inde, aux Afghans et aussi à la Palestine qui vit un déni de ses droits. Une paix durable qui respecte chacun et chacune comme entité est la solution à toutes ces guerres que se livrent les grandes puissances de ce monde (Amérique, Russie et Europe), dans le seul but de contrôler les richesses de ces pays. Nous en tant que peuples sommes toujours sacrifiés sur l'autel de la précarité, de la souffrance, de la fuite et autres formes de persécutions. Une partie importante des fils et filles du continent se retrouvent en Europe. Si la vie est très difficile pour ces personnes, le retour aux pays d'origines reste hypothéqué par les politiques menées sur le continent. Sur les réseaux sociaux, la diaspora africaine a salué le courage dont le Burkina a fait preuve. Elle a invité les autres pays à s'inspirer de cet élan de lutte empreint d'espoir pour sor-

tir notre continent du sous-développement et permettre son retour dans la sécurité et la sérénité. Le continent dispose de nombreuses richesses naturelles. Ces ressources et leur exploitation ne profitent qu'à une minorité corrompue et gangrénée par des capitalistes et leurs servants locaux. Une reprise en main de sa propre destinée par le peuple conduira à l'avènement de nouvelles classes dirigeantes dans ces pays et à une meilleure implication des jeunes dans les processus de développement. Une meilleure négociation des contrats d'exploitation en matières premières, voire leur nationalisation sont indispensables. Les ressources du continent sont vendues à des prix dérisoires à des sociétés capitalistes qui s'enrichissent sur le dos des populations. Ces mêmes sociétés, dont les sièges sont en Europe, transforment ces matières premières et les remettent sur le marché de la consommation à des prix non accessibles pour le citoyen lambda. Les citoyens européens sont aussi victimes de ce système capitaliste au même titre que leurs frères du tiers monde. L'exploitation, l'exclusion, la précarité doivent devenir les armes se retournant contre ceux qui les ont créées. Il est temps pour les peuples opprimés, opprésés, de s'unir derrière un idéal qui conduise à une libération du monde de cette maladie et forme d'asservissement qu'est le capitalisme. Partout dans le monde, en Afrique, en Amérique, en Europe et en Asie ce sont les mêmes populations qui sont exploitées et asservies. Elles sont obligées de fuir sans jamais se retourner, elles se noient dans la méditerranée, elles sont tirées à balles en

Hongrie, on leur refuse l'asile dans les quelques territoires épargnés de la guerre (Europe, Amérique). S'inspirant de l'exemple du Burkina, d'autres nations africaines ont commencé à se faire entendre. Des présidents ont entrepris de "tripatouiller" les constitutions pour rester au pouvoir. Ils trouveront sur leur chemin la contestation publique dans la rue et une résistance farouche de la jeunesse africaine. Ces "grognes" ont déjà commencé avec les deux Congo (Brazzaville et Kinshasa). Le combat sera long et ardu. La voie d'une démocratie parlementaire n'est pas une garantie de progrès économiques et sociaux. Même en Europe, nous avons vu ce qu'il en advenait en Grèce. Le nouveau gouvernement qui sortira des urnes, avec toute sa bonne volonté de conduire les chantiers de développement du pays se heurtera aux diktats du capitalisme et de la finance. Le combat mené par l'Afrique pour son développement est le même que celui mené par l'Europe pour lutter contre la politique d'austérité et l'injustice de la répartition des richesses produites. Le combat des Palestiniens pour que leur nation existe, celui des Yezidis dans leur minorité, le cri des Syriens Afghans, Yéménites, la douleur des femmes en Arabie Saoudite et dans les pays du Golfe sont nos luttes et nous ne arrêterons que quand les droits des hommes et les droits de l'Homme seront respectés sur toute l'étendue de la planète. Quand je vous disais que nous étions loin, mais proches...

Ousmane Sana



MANIFESTATION DES SANS-PAPIERS. LE DROIT À UNE VIE DIGNE

La coordination des sans-papiers de Belgique, suite à son appel à manifester le 25/10/2015, a réuni plus de trois mille personnes pour une marche pacifique dans les artères de la capitale (BRUXELLES). Les manifestants, partis de la place BARA, ont rallié la gare du Nord en scandant des slogans de paix, de liberté et de dignité. « Le pire n'est pas la méchanceté des gens mauvais, mais le silence des gens biens ». Ils ont dénoncé le silence des politiques face à ce qu'ils appellent « l'exploitation et l'injustice ». Ils ont, dans des prises de paroles, réitéré leurs vœux de voir une société qui soigne, nourrit, loge, éduque et prend en compte ses citoyens et non une société de discrimination et d'exclusion comme c'est le cas avec l'actuel gouvernement de droite. Saluons au passage la présence très remarquée dans le cortège des différents syndicats du pays et les associations de défense des droits de l'homme.



MANIFESTATION CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION.

Deux mille personnes défilent à Namur

Le premier des objectifs du millénaire est de réduire l'extrême pauvreté et la faim afin que chaque personne puisse, là où elle habite dans le monde, satisfaire ses besoins essentiels : logement, santé, nutrition et éducation. Mais qu'en est-il de la situation en Belgique ? L'annuaire fédéral de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale indique dans son cinquième rapport que plus de 15% de la population vit sous le seuil de pauvreté. Le seuil en Belgique étant de 1074 euros pour une personne isolée et de 2256 euros pour un ménage avec 2 enfants. Le même rapport indique que 5% de la population vit dans une privation matérielle : c'est-à-dire dans l'impossibilité de payer leurs factures, de payer un loyer, de se chauffer ou de s'assurer une semaine de vacances annuelles.

Face à un accroissement de la pauvreté, face au fossé grandissant entre riches et pauvres, face aux exclusions qui engendrent et entretiennent cette injustice, la population belge sous l'égide du Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté n'a pas hésité à descendre dans la rue pour s'exprimer. Ce vendredi 16 octobre s'inscrit dans la continuité de la lutte entamée par les populations du monde, et de la Belgique en particulier, pour sortir de la précarité. En marge de la journée mondiale de lutte contre la pauvreté qui s'est tenue le 17 octobre 2015, les différents syndicats des travailleurs ont tenu à accompagner les manifestants qui réclament une meilleure répartition des richesses en vue de diminuer la pauvreté qui ne cesse de monter en flèche. Entre 1500 et 2500 personnes, travailleurs avec ou sans emploi, sans-papiers, pensionnés, élèves et étudiants ont tenu, malgré la fine pluie

qui s'abattait sur la ville de Namur, à être présents à cette manifestation. Elles ont dénoncé les mesures d'austérité dont elles sont victimes. Les différents intervenants à la tribune n'ont pas manqué d'interpeller le gouvernement sur la dure réalité de vie qu'affrontent au jour le jour les populations et aussi sur la baisse du pouvoir d'achat des ménages.

Une production alimentaire pour 12 milliards de personnes

Selon une étude du PNUD, la planète qui compte 9,5 milliards de personnes, produit assez pour nourrir 12 milliards de terriens. Au même moment dans le monde, 2,2 milliards de personnes vivent dans une extrême pauvreté, soit avec moins de 1,25 dollar par jour. Cette situation est inacceptable au vu de la production mondiale ; d'où le fait qu'« un enfant qui meurt de faim aujourd'hui

est tout simplement assassiné ».

Lutter contre la pauvreté

Lutter contre la pauvreté implique beaucoup d'aspects. Si le besoin matériel est la partie la plus visible de ce fléau, il ne prime pas sur les autres besoins intellectuel, éducatif, culturel et même en terme de libertés.

Le droit au travail

Le droit au travail, c'est d'abord le droit d'en avoir un. Le devoir du gouvernement est donc d'y veiller. Ce n'est pas en clamant : « jobs, jobs, jobs » tout en excluant ceux qui n'en n'ont pas, en offrant des cadeaux aux entreprises pour enrichir les actionnaires, sans exiger des embauches, et en licenciant des milliers de personnes dans les secteurs que l'on répond au droit du travail.